

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 23 JANVIER 1980 - No 14 (Nouvelle série)

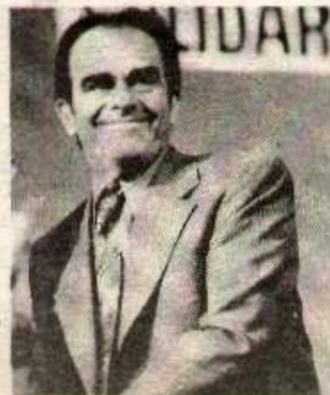
Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Non, Marchais, l'URSS n'est pas une force de paix

Invité à l'émission d'Antenne 2 *Cartes sur table*, le secrétaire général du PCF s'est échiné pendant une heure et demie à défendre les agresseurs soviétiques; mais il n'a pas répondu aux vraies questions.



Trois quarts d'heure sur TF 1, une heure et demie sur Antenne 2; décidément, on ne voit plus que le secrétaire général du PCF sur le petit écran.

Il nous avait habitués à ces shows télévisés plus ou moins préfabriqués; c'était même devenu un sujet de plaisanterie; on en rigolait. Mais on ne rit plus: des dizaines de milliers de soldats soviétiques avec des centaines de chars et de Mig occupent l'Afghanistan après avoir désarmé l'essentiel de l'armée afghane.

Et l'on se pose immédiatement la question: après l'Afghanistan, à qui le tour?

Et Georges Marchais, redoublant de démagogie, s'acharne à essayer de faire passer l'URSS pour une force de paix. Ainsi, le secrétaire général du PCF fait passer le noir pour le blanc, accumule les contrevérités et les mensonges à tel point que l'on aurait fini par se demander à l'issue de l'émission de lundi soir: « Mais, il y a-t-il bien une armée d'occupation russe en Afghanistan? N'avons-nous pas révé? »

Pourtant, les faits sont là, les questions sont précises, concrètes; et Marchais n'y a pas répondu: qui a appelé les Soviétiques en Afghanistan? Pourquoi le PCF soutient-il cette agression alors que les partis communistes italien et espagnol la dénoncent fermement? Pourquoi 80 000 hommes, pourquoi une telle force militaire qui s'installe apparemment de manière durable, qui désarme les

soldats afghans, qui se conduit comme n'importe quelle armée impérialiste?

La direction du PCF se livre en guise de contre-attaque à une « campagne d'une rare violence » contre tous ceux qui dénoncent l'agression soviétique et les ambitions hégémonistes de l'URSS. Ainsi, tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le PCF sont du côté de l'impérialisme. L'amalgame tient lieu ici d'argumentation politique. Nous n'accusons pas quant à nous, la direction du PCF d'être à la solde de Giscard d'Estaing sous prétexte que ce dernier ne prend position que très mollement contre l'invasion soviétique.

La formidable intoxication à laquelle la direction du PCF se livre ne doit pas rester sans riposte. Il faut rétablir les faits, poser les questions embarrassantes à Marchais, les vraies questions; il ne faut pas leur permettre de se dissimuler derrière le rideau de fumée des éclats de voix, des proclamations démagogiques et des campagnes de falsification.

Non, l'URSS n'est pas une force de paix, c'est une superpuissance impérialiste qui agresse d'autres pays, qui fomente des coups d'État, qui se livre à de fébriles préparatifs de guerre, qui n'a rien à envier à l'impérialisme US, son rival et concurrent auquel il dispute l'hégémonie mondiale.

Gérard PRIVAT

Lire page 4

Nos correspondants ont rencontré les travailleurs immigrés des Tuileries de Marseille

« Cette lutte, nous l'avons menée pour tous les ouvriers des Tuileries ... »

Lundi 7 janvier, les travailleurs des Tuileries de Marseille et de la Méditerranée font vingt-quatre heures de grève contre la remise en cause du repos du samedi après-midi et du dimanche par le patron.

Cette nouvelle grève de vingt-quatre heures montre leur détermination à ne plus accepter les conditions de leur patrons de choc malgré l'expulsion de onze de leurs camarades.

Suite à cette grève limitée, leur patron a accepté de négocier les propositions élaborées par les travailleurs et leur section syndicale CFDT.

Négociation: un mot que le patron des Tuileries ne voulait pas entendre avant la grève de vingt-deux jours en novembre.

Pourtant, l'interview dont nous publions aujourd'hui la première partie montre clairement que cet exploitateur sera de plus en plus obligé de tenir compte de la force que les travailleurs ont construite et continuent à construire dans leur lutte.

Lire page 2

Grève à l'AFP

Le personnel de l'AFP est mécontent. Il a fait savoir en participant lundi 21 janvier à une grève 10 h à 22 h. Les motifs semblent nombreux pour expliquer cette colère; ils portent essentiellement sur le pouvoir d'achat et la discrimination avec les bureaux de province.

La grève avait été votée en assemblée générale à une large majorité. Si la direction ne répond pas à la demande de négociations de l'intersyndicale, une nouvelle assemblée générale est prévue, qui pourrait décider de durcir le mouvement.

« Si l'URSS et le Vietnam se risquent à envahir la Thaïlande, notre Parti se joindra au peuple pour mener un combat ferme et résolu ... »

Interview d'un porte-parole du Parti communiste thaïlandais

Lire page 8

Mavilor: la détermination a payé

Lire page 5

Tuileries de Marseille et de la Méditerranée

Par ses luttes quotidiennes la classe ouvrière a toujours refusé les licenciements, les restructurations et les fermetures d'usines. La bourgeoisie espère toujours arriver à affaiblir la classe ouvrière et maintenir ainsi son système d'exploitation. Selon le vieux principe, « diviser pour régner », patrons et gouvernement essaient d'utiliser la crise, dont ils sont les seuls responsables, pour tenter d'opposer les travailleurs immigrés aux travailleurs français et même d'opposer les travailleurs immigrés entre eux.

Pour y parvenir, plusieurs projets de lois racistes ont été élaborés par MM. Barre, Bonnet et Stoléro. Les nombreuses oppositions contre ces projets de lois ont permis de repousser au printemps la sinistre loi Stoléro liant le sort des immigrés au taux de chômage provoqué par les patrons dans chaque département.

Mais, dès le 6 décembre dernier, la loi Bonnet a été adoptée par le parlement. Le but avoué du gouvernement est de faire peser la menace d'expulsion sur des centaines de milliers de travailleurs immigrés (1).

Les marxistes-léninistes, comme de nombreux progressistes, ont aussitôt dénoncé ces lois de rafle en expliquant notamment « qu'un ouvrier combattif et luttant contre l'exploitation avec ses frères de classe français, est désormais expulsable ».

Dès le 6 décembre 1979, à 10 heures du matin, la centaine de travailleurs sénégalais et mauritaniens logeant

au foyer de la Batandière, dépendant des Tuileries de Marseille, ont vécu l'application de cette loi de rafle.

La police, sur indication du patron, a enlevé 22 travailleurs pour « détention de faux-papiers ». Ces travailleurs étaient en fait réprimés pour avoir osé lutter victorieusement, pendant 22 jours de grève, en construisant une section syndicale CFDT pour exiger l'embauche de 10 de leurs camarades de retour de congés.

Pour couper court à toute riposte efficace, 11 d'entre eux ont été expulsés dans leur pays (Sénégal et Mauritanie) entre le samedi 8 et le dimanche 9 décembre 1979.

Plusieurs autres travailleurs sont encore expulsables. Mais, la police et les patrons n'ont plus les mains aussi libres après la révolte soulevée par ces expulsions rendant impossible la défense de ces travailleurs victimes d'un réseau organisé de trafiquants de faux-papiers.

Bien que la riposte syndicale n'ait pas été à la hauteur du coup porté certains militants et certains responsables CFDT ont commencé à organiser le soutien autour de cette lutte. Dans une campagne unitaire, le PCRml et le PCML ont diffusé un tract précisant : « Cette rafle nous montre que, sous prétexte de lutter contre le chômage, ces lois racistes veulent empêcher une partie de la classe ouvrière de lutter. Accepter que les travailleurs immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière, ne puis-

sent pas lutter, ce serait accepter que la classe ouvrière se prive d'une partie de ses forces dans le combat contre le gouvernement et le patronat ».

Au cours de cette campagne, plusieurs rencontres avec ces travailleurs africains ont permis aux camarades de mieux connaître les raisons de leur lutte, les conditions de vie et de travail que certains vivent depuis plus de 15 ans.

Cette lutte victorieuse, malgré la répression policière et patronale, permet aujourd'hui à ces travailleurs d'avoir des acquis très importants comme le respect dans le travail. Mais, l'acquis le plus considérable est d'avoir réussi à briser l'isolement dans lequel leurs exploitateurs les avaient enfermés avec l'aide de la police. L'interview réalisée par les camarades de Marseille a aussi pour but de contribuer à renforcer la solidarité qui a commencé à s'organiser sous le contrôle de ces travailleurs et de leur section CFDT.

Nous publions aujourd'hui la première partie de cette interview.

(1) Rappelons que le Conseil constitutionnel a rejeté depuis l'alinéa de cette loi prévoyant la détention administrative jusqu'à l'expulsion, en vertu de l'article 66 de la Constitution (« Nul ne peut être arbitrairement détenu »).

« Cette lutte, nous l'avons menée pour tous les ouvriers des Tuileries... »

De nos correspondants à Marseille

► Pourquoi avez-vous décidé de vous mettre en grève pendant 22 jours ?

— Neuf camarades sont retournés de congés pour reprendre le travail. Le patron leur a dit d'attendre. Nous nous sommes réunis et nous nous sommes mis d'accord que ça ne pouvait pas aller. Ça faisait un peu long. Plusieurs camarades sont restés un mois sans travail et sans être inscrits au chômage.

Nous sommes allés voir le syndicat FO qui nous a dit d'attendre parce qu'il n'y avait pas de travail. FO donne toujours raison au patron. Un autre camarade est aussi arrivé de congés avec deux jours de retard ; le patron n'a pas voulu le reprendre. Nous sommes donc allés voir le chef du personnel pour les dix camarades. Il nous a répondu la même chose que le délégué FO.

► Par qui était occupé le poste de travail de chacun de ces camarades ?

— Par d'autres. Mais le patron pouvait les embaucher car il y avait du travail pour eux. Le patron voulait qu'ils attendent que d'autres partent en congés dans quelques mois. Nous nous sommes mis en grève pour que ces dix camarades soient embauchés. Parce que si le patron n'avait vraiment plus de travail pour eux, il devait les licencier et leur donner un certificat de travail pour leur permettre de s'inscrire au chômage.

► Après quelques jours de grève, le patron a cédé ?

— Oui. Il a embauché neuf camarades. Nous avons continué la grève pour que le dernier soit embauché. Le patron ne voulait pas le reprendre parce qu'il le considérait comme le responsable de la grève et il l'accusait d'avoir créé la CFDT dans l'usine. Finalement, il n'a pas été embauché. La CFDT et le camarade nous ont conseillé d'arrêter la grève après 22 jours car les neuf camarades étaient embauchés. Le camarade ne voulait pas que l'on continue la grève pour lui tout seul. Nous avons obtenu que le patron lui fasse un certifi-



cat de travail pour qu'il ait droit au chômage. Il a donc été licencié.

LES FAUX PAPIERS : UNE ARME CONTRE LES TRAVAILLEURS

► C'est à la suite de cette grève que la police est venue rafler plusieurs travailleurs ?

— C'est le patron qui a fait venir la police parce que nous avons gagné la lutte. Il a dit à la police de venir au foyer de la Batandière parce que des travailleurs sénégalais et mauritaniens avaient de faux papiers. Les policiers sont venus nous chercher à 10 heures du matin dans le foyer et dans l'usine, à notre poste de travail. Certains de nos camarades ont été emmenés en pyjama car ils dormaient après avoir fait le quart de 21 h à 5 heures. D'autres sont partis en maillot de corps.

Il faut signaler que la police passe souvent au bureau dans l'usine pour voir si tous les ouvriers sont en règle. Entre le patron et la police, il y a un drôle de trafic ! La police n'est venue jusqu'au foyer qu'après la lutte.

► Pourquoi ont-ils interpellé certains travailleurs et pas d'autres ?

— Ils ont fait lever tout le monde. Mais le patron leur avait donné une liste de ceux qui avaient de faux papiers. Comme personne ne voulait dénoncer les camarades, ils ont fait sortir la carte à tout le monde. Ils ont fait le tri jusqu'à ce qu'ils trouvent 15 personnes du foyer avec des faux papiers. Ils les ont mis dans le fourgon et ils sont partis.

► Comment expliquez-vous que le patron connaissait les noms

de ceux qui ont de faux papiers ?

— Quand un ouvrier se présente à l'usine, même si le patron sait que la carte est fautive, au lieu de dire : « Votre carte est fautive, je ne peux pas vous embaucher », il embauche le travailleur. Mais après la lutte, le patron se sert de cette situation pour faire expulser ceux qui ont de faux papiers et pour faire peur à tous ceux qui restent avec de vrais papiers. Il a voulu nous faire peur pour que l'on ne lutte plus ; mais maintenant, que l'on a gagné, on ne peut plus reculer et on luttera toujours.

► Qu'est-ce qui vous contraint à acheter la carte à des trafiquants de faux papiers ?

— Sans cette carte, nous ne pouvons pas travailler. Il nous la faut donc le plus vite possible. Lorsque les policiers contrô-

lent dans la rue, ils peuvent savoir si les papiers sont vrais ou faux ; mais si tu travailles ils ne cherchent pas. Si tu pointes au chômage, ils t'expulsent tout de suite.

► Comment reconnaissent-ils les faux papiers ?

— Ils contrôlent si le numéro de la carte de séjour est inscrit à la préfecture. Quelqu'un qui regarde la carte sans contrôler le numéro, ne peut pas savoir si elle est vraie ou fautive.

► Les camarades qui ont été expulsés avaient déjà été contrôlés par la police ?

— Oui, plusieurs fois. Mais comme ils travaillent, la police ne les a jamais retenus.

(A suivre)

Une nouvelle fois, TF1, lundi à 13 heures, était à l'heure de Moscou avec un long interview de Zagladine chef adjoint du département international au Comité central du Parti communiste de l'URSS. Rien de très nouveau dans les arguments pour justifier l'intervention soviétique en Afghanistan. Finalement, le plus important à retenir dans cette prestation est peut-être la candeur avec laquelle le responsable soviétique laissait transparaître quelques contradictions internes au discours qui tiennent les dirigeants du Kremlin en direction de l'opinion publique internationale.

A LA DEMANDE DU POUVOIR LEGAL...

Ainsi, Zagladine a tenu à réaffirmer que l'intervention soviétique s'était faite dans le plus pur respect de la souveraineté de l'Afghanistan, puisqu'elle avait eu lieu à la demande du pouvoir légal dans ce pays, en vertu d'un traité d'amitié signé avec l'URSS. Comment expliquer alors que le pouvoir légal en question ait justement été renversé par l'intervention des troupes soviétiques lorsque celles-ci ont débarqué massivement à Kaboul, le 27 décembre dernier. Amin, chef du gouvernement afghan en place, n'a-t-il pas été renversé et assassiné lors de cette intervention des soviétiques qui l'ont aussitôt remplacé par Babrak Karmal, venu exprès de Tchécoslovaquie, où il était maintenu, comme en réserve, depuis quelques temps.

Zagladine à TF1

Quelques pseudo-justifications de l'URSS

AMIN «PRO-AMERICAIN» AVAIT DEMANDE L'INTERVENTION SOVIETIQUE...

C'est alors qu'«oubliant» cette question du pouvoir légal, les autorités du Kremlin apportent un nouveau témoignage de leur respect de la liberté des peuples à déterminer leur destin : elles auront attendu jusqu'à la dernière limite pour envoyer leurs chars. «A plusieurs reprises, dit Zagladine, Amin nous a demandé l'intervention de l'armée soviétique. Toutefois, nous n'avons pas donné notre accord, car l'aide ne pouvait être accordée que pour maintenir l'intégrité et l'indépendance de la République afghane. Mais une situation nouvelle s'est créée à la fin de l'année dernière, de ce point de vue-là justement». Or, il y a quelques jours encore, Moscou, pour justifier l'élimination d'Amin, ne déclarait-il pas que celui-ci était «un homme des américains»? Zagladine, en somme, rétablit les faits que la Pravda avait eu tendance à «oublier» : en effet, Amin a bien demandé à plusieurs reprises une intervention soviétique plus massive, puis qu'en tant que ministre de l'Intérieur, puis en tant que

premier ministre, il a été, avant sa disparition, un des principaux artisans de la politique des régimes pro-soviétiques qui se sont succédés à Kaboul depuis deux ans. Alors, pourquoi Amin a été éliminé par les soviétiques? Sans doute poser cette question est-ce s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Afghanistan?

L'URSS, nous dit-on, serait intervenue pour défendre la démocratie et la liberté brutalement menacées par la réaction et l'impérialisme. De quelle démocratie et de quelle liberté nous parle-t-on? S'agit-il de celle du régime précédent? Mais, Babrak Karmal, arrivé au pouvoir avec l'appui soviétique s'est empressé de déclarer qu'il voulait mettre fin à la terreur dispensée par Amin, pourtant, nous l'avons dit, pilier essentiel de la politique d'alignement sur l'URSS depuis 1978. S'agit-il alors de défendre la démocratie et la liberté du nouveau régime? Il ne s'agit plus à ce moment-là de «défendre» mais, d'«apporter», puisque Babrak Karmal vient juste d'arriver...

SUR QUELS CRITERES, EST-ON «AGENTS DE L'IMPERIALISME»?

Abandonnant Amin à son

triste sort, et du même coup les «explications» concernant ce personnage Zagladine a rappelé que ceux qui se battent contre le pouvoir en place à Kaboul et contre les troupes soviétiques, ne sont que des agents de l'impérialisme. Une preuve? Ils trouvent de l'aide au Pakistan, dont le régime, c'est bien connu, n'est qu'un instrument des Etats-Unis. Peu importe, bien sûr, pour Zagladine, que les Etats-Unis aient suspendu depuis plusieurs mois leur aide, notamment militaire, au Pakistan, sous prétexte que le régime d'Islam Abad voulait conduire sa propre politique nucléaire.

Ce régime met d'ailleurs aujourd'hui des conditions à une éventuelle reprise de l'aide militaire des Etats-Unis, pour limiter les pressions que ceux-ci pourraient exercer sur le Pakistan. Peu importe, surtout, pour Zagladine, que le soutien dont bénéficierait au Pakistan ceux qu'il appelle des «rebelle», s'explique notamment pour deux raisons simples : les réfugiés afghans affluent au Pakistan par centaines de milliers, depuis plusieurs mois, pour échapper aux bombardements de plus en plus intenses que condui-

saient les soviétiques contre les villages afghans. Une autre raison c'est l'existence de différentes nationalités, comme les Patchouns, vivant dans des régions à cheval sur la frontière pakistano-afghane, nomades pour une grande part d'entre eux, et effectuant régulièrement, selon des traditions séculaires, des déplacements d'un côté à l'autre de la frontière. Ces nationalités qui échappent à l'autorité du gouvernement du Pakistan, n'ont certes pas eu besoin de ses consignes, pour se sentir concernés par les bombardements dont étaient victimes ceux des leurs, situés du côté afghan de la frontière.

Et si l'équation : soutien à la «rébellion» afghane = activité de l'impérialisme, est juste, que dire de l'Iran, en lutte contre l'impérialisme US, qui a tenu à affirmer dans des manifestations de masse, et par la voix de ses dirigeants, son soutien à la résistance afghane, et sa condamnation de l'intervention soviétique?

Jean-Paul GAY

Mercredi 23 et jeudi 24, la CGT va réunir son comité confédéral national, tandis que ces mêmes 23, 24 et 25, la CFDT réunit aussi son conseil national.

A l'ordre du jour des deux réunions, un point important et «épineux» en ce moment, la question de l'unité d'action. Car depuis le 17 septembre, jour de la signature de l'accord CGT-CFDT, les directions confédérales se sont plusieurs fois accrochées.

Cinq mois après l'accord interconfédéral CGT-CFDT d'unité d'action, les directions syndicales vont faire un bilan. L'idée d'une nouvelle rencontre entre Séguin et Maire est déjà dans l'air depuis quelques jours, et c'est pour la préparer que se réunissent du 23 au 25 janvier les instances dirigeantes des deux syndicats, chacune de leur côté.

Il faut bien dire que jusqu'à présent, les fruits de cet accord ont été plutôt difficiles à ramasser si on re-

Réunion des instances dirigeantes des deux grandes centrales syndicales

CGT-CFDT : une rencontre en vue

garde les moments importants de ces derniers mois. Pour les prud'homales, d'abord. Les campagnes ne se sont pas menées toujours dans l'esprit de partenaires liés par un accord d'unité d'action.

Un autre cactus, plus sérieux sans doute, celui des négociations sur le temps de travail qui ont ponctué toute la période depuis la rentrée. Dans cette discussion ardue et difficile, des alliances se sont constituées entre syndicats. Or, malgré l'accord de septembre, on retrouve côte à côte face aux patrons, non pas CGT et CFDT, mais CGT et FO, d'une part, et CFDT et CGC de l'autre.

On peut alors se poser des questions. La lutte pour la réduction du temps de travail n'était-elle pas un des

points de la plate-forme commune adoptée en septembre? Il semble que l'accord n'ait pas permis une position commune au sommet.

Enfin, ce sont les événements internationaux qui viennent rendre l'entente encore plus difficile : la CFDT a pris position très nettement contre l'invasion soviétique en Afghanistan, alors que la CGT s'en tenait à une position d'attente, n'approuvant ni ne condamnant. Et elle vient de décider d'envoyer trois de ses dirigeants «enquêter» sur place. C'est dire les remous provoqués par la question dans ses rangs.

Les récentes déclarations de Maire en particulier, n'étaient pas pour détendre l'atmosphère. Le 11 janvier dernier, en effet, il a vivement critiqué «l'ombre de

Kaboul qui planait sur le mouvement ouvrier français» et risquait de compromettre l'unité d'action. «On se bat mieux ensemble», avait-il dit, «quand on est d'accord pour défendre les peuples opprimés».

Tout en ajoutant qu'il n'y avait pas de préalable côté CFDT à une rencontre avec la CGT, le secrétaire général se plaignant de la pratique de l'unité d'action vue par l'autre partenaire : «Nous allons proposer un code de bonne conduite», a-t-il dit.

Ces déclarations ont entraîné une réponse assez vive du bureau confédéral CGT, publié dans l'Humanité du 16 janvier. Après avoir constaté «cette façon d'inaugurer l'année 80 par l'invective anticommuniste et par la mise en cause de l'indépendance de la CGT augure

mal de la manière dont les dirigeants de la CFDT conçoivent l'avenir de leur relations avec la CGT et donc de l'unité d'action», la déclaration rejette sur la CFDT la responsabilité d'«avoir freiné l'action unitaire ces derniers mois»... Elle se termine enfin par un nouvel appel à une rencontre... «Il serait grave pour les travailleurs que l'unité d'action pâtisse d'options politiques auxquelles l'action revendicative ne saurait en aucune manière être subordonnée».

L'accord reste donc, mais seulement pour se rencontrer à nouveau, et sans doute la date de cette prochaine entrevue sera-t-elle bientôt connue.

Claire MASSON

Faïencerie de Digoin (Saône-et-Loire)

Un mois de grève pour les salaires

600 ouvriers et ouvrières sous la menace de l'expulsion

Depuis bientôt un mois, — ils ont cessé tout travail depuis le 26 décembre — les ouvriers et ouvrières (majoritaires) des faïenceries de Digoin, sont en lutte. 700 personnes dont 600 ouvriers environ travaillent habituellement dans cette usine qui a la particularité d'être la plus importante de cette ville de Saône-et-Loire. Autre particularité des faïenceries de Digoin : celle des salaires qui sont en général très bas. On comprend dès lors que

cette question des salaires soit le motif essentiel du mouvement actuel. Les grévistes — la majorité des ouvrières — exigent différentes augmentations, ainsi que le versement d'une prime de 300 F uniforme pour cette année.

La surexploitation subie par les ouvrières de la faïencerie est bien connue des habitants de Digoin, dont une bonne partie a, qui un ami, qui un parent, qui un conjoint travaillant à la fai-

encerie. La solidarité est donc d'autant plus active et récemment encore on a pu voir par exemple des travailleurs retraités venir apporter leur soutien à l'usine.

La direction, quant à elle, devant ce conflit fort déterminé, qui va entamer sa cinquième semaine, refuse toujours de satisfaire l'essentiel des revendications, n'acceptant que 50 F d'augmentation.

En outre, la même direction a saisi le tribunal des

référés de Mâcon qui, à la fin de la semaine dernière, a ordonné l'évacuation de l'usine : vendredi en milieu de journée (ce qui était la date limite pour évacuer), les grévistes tout au contraire ont riposté en venant à 200 au piquet de grève. Lundi en soirée, devant cette détermination, l'évacuation n'avait toujours pas eu lieu. Les grévistes qui continuent bien sûr le mouvement, étaient toutefois vigilants.

R.F.

L'IRAN ET LES J.O.

Bani Sadr, ministre de l'Economie et des Finances, et candidat, partant favori, à la présidence de la République, vient de déclarer : «nous ne pourrions pas aller à Moscou alors que les troupes soviétiques tuent nos frères musulmans en Afghanistan».

ROUMANIE

Nicolas Ceausescu, chef de l'Etat roumain, a déclaré que «la situation internationale n'avait jamais été aussi tendue depuis la 2^e guerre mondiale». Il a annoncé que pour garantir «son indépendance nationale et sa souveraineté, la Roumanie allait moderniser son armée et renforcer ses capacités de défense».

ETHIOPIE
YEMEN DU SUD

Ces deux pays viennent de signer un protocole d'accord portant sur une coopération militaire. Or l'un et l'autre avaient déjà signé avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération : le 20 novembre 1978 pour l'Ethiopie et le 25 octobre 1979 pour le Yémen du Sud. Dans cette région stratégique, qui contrôle l'accès à la Mer Rouge, une coopération plus étroite de forces pro-soviétiques risque fort de faciliter les manœuvres hégémonistes de l'URSS.

CHINE-PAKISTAN

Tandis que la Chine décidait de suspendre ses pourparlers entamés avec Moscou, sur les problèmes concernant les relations entre les deux Etats, le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua, a commencé une visite au Pakistan. Après des entretiens avec le président pakistanais, le ministre chinois a rendu visite à des réfugiés afghans, dans un camp d'hébergement. Il leur a notamment déclaré : «Le peuple afghan n'est pas isolé, il bénéficie du soutien de tous ceux qui croient en la paix et se dressent contre l'expansionnisme».

Plus aucun député basque au parlement espagnol

Avec la décision, qui vient d'intervenir, du Parti nationaliste basque (PNV) de retirer «provisoirement» ses 15 parlementaires des Cortès, il ne restera plus aucun représentant d'une formation politique basque au parlement espagnol, puisque les 4 représentants de la coalition «Herri Batasuna», proche d'ETA militaire, ont refusé d'y siéger et que le représentant de la coalition «Euskadiko Ezkerra» vient d'annoncer à son tour son retrait provisoire.

Certains prêtent au PNV l'intention de tenter de récupérer les voix de «Herri Batasuna» et de tous ceux qui doutent de ce que peut apporter le statut d'autonomie accordé par Madrid. En tout état de cause, ces différents retraits du parlement espagnol s'effectuent sur un arrière-fond de mécontentement populaire grandissant contre le gouvernement espagnol, notamment par les restrictions que celui-ci veut imposer à l'autonomie basque, et pour son opposition aux aspirations à l'autonomie en Galice et en Andalousie.

politique

Appel pour la pétition pour l'Union de la gauche

Le Monde daté de ce mardi 22 janvier publie une interview d'Etienne Balibar, militant oppositionnel du PCF, qui prend la défense de la pétition pour « l'union dans les luttes ». Estimant que « l'union de la gauche modèle 1974, union « au sommet » et, bien vite, rien qu'au sommet, est morte de l'électoratisme », il souhaite sa reconstruction à partir de « l'union à la base ».

Nouvelle concentration de la presse de province

Depuis longtemps déjà les lecteurs de la presse quotidienne d'une dizaine de départements de l'Est ont le triste privilège de n'avoir plus de choix pour leurs informations locales, même si parfois on maintient la fiction de plusieurs titres. Ainsi à Besançon, Le Comtois subsiste à côté de L'Est républicain, mais les contenus sont identiques. Un pas de plus est franchi dans la concentration : comme bien souvent, cela commence par la mise en commun des recettes publicitaires. L'argent dirige et généralement le personnel et les lecteurs doivent suivre. Le communiqué du nouveau groupe Journaux de l'Est Associés est alléchant pour les annonceurs : diffusion de près de 881 000 exemplaires couvrant 13 départements dont 10 en exclusivité. Cela va de l'Alsace avec Dernières nouvelles d'Alsace et Nouvel Alsacien, à Dijon avec Bien public et Les dépêches : 10 titres en tout.

Pays de Loire + 9000 chômeurs

Selon des chiffres officiels, le nombre de chômeurs a augmenté, en 1979, de 9 000 dans les pays de Loire, qui compteraient 82 500 chômeurs. La plus forte proportion est atteinte par le Maine-et-Loire (+ 22 %) et la Loire-Atlantique (+ 11 %). La majorité des nouveaux chômeurs est constituée de femmes de moins de 25 ans.

Faillites d'entreprises

Le nombre des faillites d'entreprises a été de 15 863 en 1979, selon les statistiques de l'INSEE. Ce nombre représente une augmentation de 1,8 % par rapport à 1978. Les secteurs où la progression a été la plus forte, sont le commerce, les hôtels, cafés et restaurants.

Corrèze : convergences PS-RPR

Le conseil régional de Corrèze a adopté son budget par les voix conjuguées de la droite et du PS. Les conseillers PCF se sont abstenus. L'Humanité de lundi critique vivement cette position en écrivant : « Ces votes témoignent de l'évolution profonde du Parti de François Mitterrand. Ils en balisent le chemin vers l'alliance avec la droite. Ils tendent à banaliser les ren-

contres dans des scrutins divers et à suggérer aux électeurs socialistes un comportement analogue ».

MRG : congrès en mai

Le Mouvement des Radicaux de Gauche a décidé de reporter au mois de mai prochain son congrès qui désignera le candidat MRG pour les présidentielles de 1981 (très probablement son président Michel Crépeau). Celui-ci a suggéré l'idée d'un gouvernement PS-MRG, avec soutien sans participation du PCF. Comme le PS vient d'adopter son « projet socialiste », le MRG adoptera un manifeste, dont le projet sera arrêté en mars.

CNIP : la troisième roue de la bicyclette

Le très fantomatique Centre National des Indépendants et Paysans a, selon son président Malaud, des « ambitions considérables » qui seront sans doute déçues. Il entend devenir un troisième courant de la majorité, en jouant le « créneau » du centre droit.

LE PARTI SOCIALISTE DEMOCRATE, groupuscule de la majorité composé d'extradécroches, a confirmé la candidature pour 1981 de son secrétaire général Hintermann. Cette candidature pourrait être remise en cause au cas où le candidat du PS serait Rocard.

MARSEILLE
MANIFESTATION POUR LA LIBERATION
DES CORSES EMPRISONNÉS
Samedi 16 heures
aux Mobiles

Organisé par : UPC, CSC (étudiants corses) et le Comité de soutien aux emprisonnés.
Soutenu par : CFDT, PSU, LCR, CMAI, PCML et PCRml.

Marchais à Antenne 2 : 90 minutes pour la guerre et le mensonge

Marchais à la télévision, c'est un spectacle. Avec ses conventions, ses trucs scéniques, ses répliques spontanées longuement préparées. Un spectacle qui en d'autres temps a pu paraître drôle à certains, mais qui, lundi soir sur Antenne 2, prenait un caractère dramatique, à faire froid dans le dos.

Qu'avons-nous vu en effet ? Devant des millions de téléspectateurs, nous avons vu le secrétaire général du PCF justifier pleinement l'injustifiable, nous avons vu le secrétaire général du PCF non pas comprendre, non pas expliquer, mais se féliciter totalement de l'invasion soviétique en Afghanistan.

Une heure durant, nous avons entendu Marchais vanter l'URSS comme « la première des forces de paix ». On pourrait en rire, si aujourd'hui, les résistants afghans ne mouraient pas les armes à la main pour défendre leur indépendance nationale face aux chars soviétiques ; on pourrait en rire, mais ce serait oublier les patriotes cambodgiens qui défendent leur sol contre l'envahisseur vietnamien, ce serait oublier le peuple érythréen, ce serait oublier Prague, ce serait oublier les troupes cubaines présentes sur le sol africain...

DÉRISOIRE

Certes, Marchais sait parler à la télévision, on l'y voit assez souvent, en direct de Paris ou de Moscou. Il connaît les ficelles, et il nous les a ressorties lundi soir, devant un public composé en bonne part des membres du comité central venus écouter les conclusions de leur réunion, qui ne se terminait pourtant que mardi soir.

On a eu droit à l'interpellation directe des téléspectateurs, le doigt pointé vers la caméra, on a eu droit aux trémolos dans la voix pour raconter de manière faussement anecdotique la rencontre avec Brejnev, on a eu droit à l'envolée lyrique sur le sport, on a eu droit au « moi, je ne suis qu'un ouvrier », maintes fois entendu. Mais, lundi soir, tout cela était bien dérisoire et s'effaçait devant la gravité des propos tenus.

QUI A APPELÉ ?

Pour peu que la vérité soit falsifiée, le raisonnement de Marchais s'enchaîne bien : le peuple afghan construisait le socialisme depuis 1978, mais l'impérialisme américain, se préparait à l'attaque, à partir de ses bases du Pakistan.

Après avoir longuement hésité devant les appels à l'aide répétés des différents gouvernements afghans, l'URSS s'est décidée à intervenir, pour s'opposer à l'agression américaine, pour sauver le socialisme, pour défendre la paix...

Mais, Monsieur Marchais, qui a appelé les chars soviétiques ? Vous n'avez pas répondu à cette question, posée bien timidement et sans insistance, il est vrai, par les journalistes. Ce n'est tout de même pas l'ancien président Amin, que le premier soin des envahisseurs a été d'assassiner ! Et dites-nous, Monsieur Marchais, qui sont les résistants aujourd'hui : des féodaux ?

Mais alors, ils étaient des milliers et des milliers dans ce petit pays ! Des hommes à la solde des impérialistes ? Mais alors l'ancienne armée afghane était peuplée de ces impérialistes ! Des hordes incultes et fanatisées, incapables de se déterminer par elles-mêmes ? Bel exemple de mé-



pris des peuples !

Et parlons franchement, Monsieur Marchais, qui sont ceux qui condamnent l'agression soviétique ? Des fauteurs de guerre, à la solde de l'impérialisme US, comme les PC italien, espagnol, roumain, yougoslave, japonais, comme le Mouvement de la paix, comme une partie de la direction CGT, comme les milliers de militants du PCF qui ont affirmé leur condamnation, comme ces dizaines et dizaines de pays du tiers monde qui ont voté sans ambiguïté à l'ONU contre l'Union soviétique ? Et que signifie, Monsieur Marchais, votre « discrétion » à propos de Giscard ? N'est-elle pas guidée par la position très prudente de l'impérialisme français, dont se félicitaient lundi matin La Pravda... et l'Humanité.

SANS RÉPONSE

Autant de questions qui sont restées sans réponse, parce que vous le savez, vous avez eu le bonheur de tomber sur des journalistes en fin de compte complaisants,

et qui, d'ailleurs, mériteraient au moins vos remerciements.

Mais soyons justes. Marchais n'a pas parlé que de l'Afghanistan. Son raisonnement - ses menaces - allaient beaucoup plus loin. Justifiant l'invasion d'un pays par les divisions aéroportées et mécanisées au nom de l'offensive des « forces démocratiques », il a justifié du même coup les agressions à venir. En expliquant que l'invasion de l'Afghanistan créait « de meilleures conditions pour la coexistence pacifique, et donc pour les forces de progrès social », c'est-à-dire le PCF, il a fait froid dans le dos.

Car Marchais n'est pas aux ordres de Moscou, il l'a dit ; il n'est pas que le bonimenteur des sinistres mises en scène de Brejnev ; il veut aller au pouvoir, « le plus vite possible », a-t-il précisé.

Peut-être voit-on encore mieux, depuis lundi soir, ce qu'il y ferait...

Nicolas DUVALLOIS

Pour le RPR, la mode 1980 sera au « concret »

Les députés RPR ne choment pas. A peine ont-ils terminé le pensum de la session extraordinaire du parlement qu'ils se réunissent à nouveau, mercredi 23 janvier, à Marnes-la-Coquette. En présence de Chirac et de l'état-major du RPR, ils adopteront leur tactique parlementaire aux nouveaux objectifs récemment définis.

L'année 1979 n'aura pas été une bonne année pour le RPR. Outre les conséquences de la fracture de sa jambe, Chirac a dû affronter quelques moments difficiles, et en premier lieu les élections européennes, qui ont vu le RPR distancé par ses grands rivaux de la bourgeoisie. La fronde parlementaire de l'automne, destinée à réaffirmer la spécificité du mouvement chiraquien, n'a pas permis d'effacer cet échec :

s'il est vrai que le RPR a contraint Barre à user et abuser des procédures constitutionnelles, il est tout aussi vrai que la consécration première de l'initiative chiraquienne a été de ridiculiser une Assemblée nationale dans laquelle le RPR se taille pourtant la part du lion.

Pour faire face à 1981, il importait donc que Chirac et ses hommes révisent quelques peu leur tactique. Selon les stratégies chiraquiennes, il faut d'abord « revitaliser » le « rassemblement », en donnant un nouveau souffle à des organisations comme l'Action ouvrière et populaire, et en lançant une campagne d'adhésion. Le RPR reconnaît d'ailleurs un tassement de ses effectifs, même s'il a le culot de prétendre regrouper 673 000 adhérents ! Il faut ensuite que le RPR soit « armé » pour

faire face à la situation. Les « armes », pour employer un langage fort prisé chez les gaullistes, doivent être « concrètes ». L'objectif, déclarait récemment Noir, nouveau promu à la direction par la grâce de Chirac, c'est d'établir « un ensemble de propositions concrètes, touchant aux problèmes quotidiens des Français, de proposer des solutions aux problèmes économiques qui se présentent en 1980 ». En clair, le RPR ne veut plus que Barre puisse l'accuser de ne rien faire d'autre que des critiques.

Au RPR, la mode 1980 sera donc au concret. Dans ce but, des « congrès régionaux » seront réunis à partir du mois de mars, et jusqu'au mois de juin. Chacun d'eux sera l'occasion d'un petit colloque, au cours desquels les têtes

pensantes forgeront les réponses aux problèmes « concrets ». Ce « corps de propositions » ne sera cependant pas le programme du candidat Chirac en 1981. Pour deux raisons : la première, c'est que Chirac joue la carte de l'homme au-dessus des partis, allant même jusqu'à singer De Gaulle pour sa conférence de presse du 12 février prochain. Un dîner en tête à tête avec le président de la République n'ira pas à l'encontre de cette image de marque, bien au contraire. Il est cependant une autre raison au fait que Chirac ne veut pas s'embarquer d'un programme trop contraignant pour 1981 : c'est tout simplement qu'il sait avoir bien peu, mais alors bien peu de chances d'être élu. Alors les promesses...

N. D.

Mavilor : la détermination a payé

Après neuf semaines de conflit (dont six semaines d'occupation), les travailleurs de Mavilor (Horme) près de Saint-Chamond reprennent le travail avec de sérieux acquis. Leur action déterminée a été une offensive préventive contre la restructuration de leur entreprise.

Pendant 40 heures de négociations, les syndicats CGT et CFDT ont été forts de l'unité des grévistes et du développement du soutien (notamment du Comité des femmes de grévistes très actif). A l'arraché, vendredi 18 janvier au soir, la direction a cédé sur la majeure partie des revendications. En plus des acquis précédents, ce sont cette fois les salaires (12 % d'augmentation annuelle garantis, plus 50 F mensuels pour les salaires inférieurs à 4 500 F) ; maintien des avantages acquis (y compris l'heure d'information

syndicale) ; suppression du système répressif du dossier individuel ; avance de 1 500 F remboursable en cinq mois ; le principe de la réduction à 40 heures en 1981 est admis (négociation sur ce point en septembre 1980) et surtout les garanties d'emploi, de qualification et de salaire du personnel de la « ligne Z » sont toutes accordées dans le cadre de Mavilor.

Le seul point noir demeurant est le non-paiement des jours de grève. C'est pour cela qu'une vingtaine de grévistes, vendredi 18, ont voté contre la reprise à laquelle appelait cependant CGT et CFDT. La masse des grévistes a suivi les organisations syndicales en estimant l'accord très positif. L'UM-CGT a estimé que « c'était une victoire considérable » tandis que les délégués de Mavilor ont souligné

que « la lutte unitaire, conduite démocratiquement, et avec détermination, a payé ». Les travailleurs rentrent la tête haute ». Une vibrante internationale a salué ce bilan largement partagé. Restent les pertes de salaire du fait de la grève : elles nécessitent pour nous de continuer le soutien financier aux travailleurs de Mavilor. Ce succès est un encouragement pour les travailleurs de la vallée, et de toute la région, il va peser lourd dans le rapport de force ouvrier.

Dans le courant de la semaine dernière, avant la victoire, notre correspondant a rencontré les grévistes de Mavilor. Nous publions aujourd'hui son reportage.

Depuis deux mois, les travailleurs de Mavilor à l'Horme, près de Saint-Chamond, dans la vallée ouvière du Gier, sont entrés dans un conflit offensif et majoritaire. La restructuration de l'entreprise et 400 licenciements sont en jeu. Il s'agit d'une lutte pour arracher les garanties sur l'avenir.

Plusieurs dizaines de travailleurs, décontractés, commentent la presse locale dans le hall trop petit. Les lettres de licenciement de 10 délégués et des photos de la fuite des nervis patronaux (lorsqu'ils ont voulu reprendre l'usine) décorent les murs : « Ici, déclare un des responsables CGT André Quiblier, il y a en permanence 50 à 100 personnes et en fait, plus de 300 travailleurs qui participent régulièrement à l'occupation ».

Malgré l'aide de FO et de

UN REEL SOUTIEN POPULAIRE

Malgré l'aide de FO et de la CGC Vallet, le directeur, n'a pu monter un comité de non-grévistes comme il l'avait fait l'an dernier. Il a alors recouru à d'autres manœuvres. Par exemple, il a organisé avec la mairie de l'Horme un vote pour la reprise du travail. « Il espérait un choc psychologique : c'était aussi un moyen de division » dit un ouvrier CFDT de l'usinage. Peine perdue, les grévistes ont boycotté ce scrutin. « Si ça se trouve, mon chef a voté pour moi, il connaît mon adresse c'est facile pour lui » dit un ouvrier immigré.

Le 6 janvier avec une petite centaine de cadres et d'agents de maîtrise, Vallet fait envahir l'usine. Bernard Gachet de la CFDT est blessé par le commando. Repoussée par les travailleurs



accourus en renfort, la provocation patronale échouait. L'usine est restée aux ouvriers !

Le 10 janvier, plus de

4 000 personnes, ont manifesté à l'appel des UL-CGT et CFDT. C'est plus qu'un succès. Même les petits commerçants donnent des cadeaux pour le loto des grévistes. Mais surtout, chose

rare et significative dans une vallée aussi traditionnelle que celle du Gier, un comité de femmes de grévistes s'est réuni dans l'usine occupée « pour examiner les problèmes qui se posent dans les familles à cause du conflit, et envisager ensemble une participation active à la lutte de leurs compagnons ! »

UNE LUTTE POUR L'AVENIR

« Les salaires on y tient, qu'est-ce que c'est 150 F pour chacun dans une boîte capable d'acheter le départ d'un cadre 32 millions de centimes, c'est-à-dire 350 F par salarié ? Mais ce qui motive beaucoup de copains ici, c'est surtout le refus de devenir des robots » dit un militant CFDT de l'usinage.

La direction en effet, dispose, du fait d'un accord avec la firme Gerlach, de contrats américains pour la fabrication de vilebrequins qu'elle entend honorer en augmentant les cadences de 20 à 25 %. Des bons de travail ont été revus, des « mouchards » installés sur les machines. Les chefs, sans cesse sur le dos des ouvriers rendent la vie impossible. Des professionnels voient poindre la déqualification. La découverte pendant l'occupation de documents prévoyant la réduction de 418 postes de travail, et la vente de la plus grosse ligne d'usinage, a fait l'effet d'une bombe dans l'esprit de la plus part des 1 200 salariés.

Les licenciements de 10 délégués CGT et CFDT ont fait qu'ajouter, en cours de grève, des motifs de plus au conflit. Pour André Quiblier, délégué CGT du CE, « il est net que pour accomplir sa restructuration la direction veut anéantir les organisations syndicales ».

PREMIER RECU DE LA DIRECTION

Depuis le 9 janvier des négociations ont été entamées. Mais, abattant ses cartes, la CGIP, propriétaire de l'entreprise, présente dans la première phase de négociations, a annoncé subitement le transfert de ses intérêts aux forges d'Allevar, pensant ainsi régler le conflit. Le PDG des Forges d'Allevar, flanqué de Berthier (PDG de Mavilor maintenu en fonction) ont annoncé le renvoi de Vallet, directeur de l'usine de l'Horme.

« En échange du lâchage de celui-ci, lâchez vos hommes » dirent-ils aux responsables locaux CGT et CFDT. Les ouvriers ne l'ont pas entendu de cette oreille, et ont défendu fermement les 10 délégués. Au point que samedi 12 janvier, la nouvelle direction a cédé sur un certain nombre de questions comme les conditions de travail (avec création de comité d'ateliers tripartite, maîtrise-syndicats-ouvriers), la levée de toutes les sanctions, l'intégration de toutes les primes au rendement, l'examen de la situation économique de Mavilor par le comité d'entreprise. En revanche, rien n'a été acquis sur les salaires, sur les réductions d'horaires avant 1981, etc. Avec résolution les grévistes réclament un nouveau tour de négociation. La nomination d'un nouveau directeur n'a rien changé. Ce que veulent les Mavilor, c'est être pris au sérieux sur toutes leurs revendications !

Cheminots

Toulouse : la plus grande grève depuis 1971 et une grande combativité

Dans le cadre de l'action nationale lancée par les fédérations CGT et CFDT (les formes d'action concrètes devant être décidées régionalement), les cheminots de Toulouse et de la région ont fait cinq jours de grève, les roulants et les 3 X 8 ont démarré le samedi 12 janvier à 20 heures.

Depuis une semaine donc - et ça continue - aucun train de marchandises ne passe. Seuls un à deux trains et quelques grandes lignes fonctionnent. Pendant la grève, tous les jours se tenaient des Assemblées générales très larges. Le matin, les syndicats CGT et CFDT réunissaient leurs délégués à part, en Assemblée Générale pour décider des propositions à faire, pour la suite de l'action, et pour les informations sur le développement national du mouvement. Elles ont rassemblé pour la CGT de 80 à 100 adhérents. Dans certains secteurs techniques par exemple l'équipement du SERNAM des piquets de grève ou des tournées étaient organisées.

L'après-midi, c'étaient des Assemblées Générales de tous les grévistes à l'appel commun de la CGT et de la CFDT. Ces Assemblées Générales en moyenne regroupaient 600 cheminots. Les premiers jours CGT et CFDT feront une interven-

tion commune avec appel à reconduire la grève sur 24 heures, après discussions, les « appels de la base » étant « pour une fois qu'on fait plus de 24 heures, il faut tenir... ». Les votes se faisaient à mains levées.

Dans une Assemblée Générale CGT, un syndiqué a proposé une motion pour la Fédération nationale CGT, l'appelant à globaliser la grève et l'action (en effet il y avait appel à l'action nationale mais régionalement, on décidait si c'était une distribution de tracts ou la grève). Dans le tumulte, les dirigeants « anciens » du syndicat ont refusé cette motion l'accusant de se défier de la Fédération nationale. Le mercredi, à l'Assemblée Générale CGT, les responsables syndicaux ont expliqué « la grève s'effrite nationalement, il faut reprendre ! Il faut décider de l'action à poursuivre section technique par section technique », ce qui fait que seuls les roulants CGT et CFDT continuent aujourd'hui la

grève). 52 voix étaient pour cette reprise, 48 étaient contre à l'Assemblée Générale de la CGT. Le mercredi après-midi, c'était l'Assemblée Générale de tous les cheminots : la CGT appelle à la reprise, la CFDT appelle à continuer 24 heures. Du coup, on votera à bulletins secrets, un bulletin à entête CGT pour la reprise, un bulletin à entête CFDT pour continuer 24 heures. Résultat : 279 pour la motion CGT, (pour la reprise), 285 pour la motion CFDT, donc pour la continuation 24 heures. Cela, alors que la CGT est très largement majoritaire dans Toulouse. Il faut dire aussi que les cheminots ne voulaient pas reprendre le lendemain, les PTT étant en grève. Le lendemain, jeudi à l'Assemblée Générale, la CGT et la CFDT appelleront ensemble à la reprise et à décider l'action sections par sections, et sections techniques par sections techniques. Du coup il n'y a même pas eu de vote, on n'a même pas proposé la

reprise au vote, et chacun repartira dans son coin sauf les roulants qui continuent. A Toulouse, les cheminots savaient que la direction ne céderait pas comme ça sur les 35 heures, sur l'augmentation des salaires, sur les 6 heures de nuit comptées huit heures, etc. Mais par contre un grand enthousiasme existait pour une grève qui n'était pas une grève de 24 heures et qui était la plus grande grève depuis 1971 (qui avait duré 11 jours à Toulouse). Par contre, on notait un grand regret qu'il n'y ait pas eu d'appel national à la grève et au cours de la grève, l'impression d'un isolement régional et du silence au niveau national. Les cheminots ont montré leur force et leur combativité. Les roulants continuent contre, la suppression du deuxième agent, les cheminots de Toulouse ont repris du poil de la bête !

Correspondant TOULOUSE

Correspondant SAINT-ETIENNE

Centrafrique : il y a un an, le massacre de centaines d'enfants par le « protégé » de l'impérialisme français

Une déclaration de l'Union nationale des étudiants centrafricains (UNECA)

Le samedi 19 janvier 1980, cela a fait un an pour jour, que le sanguinaire Bokassa et ses troupes se sont livrés à un massacre sans précédent, dans l'histoire de la République Centre-Africaine depuis la guerre anti-coloniale de Kongoro-Wara, de plusieurs centaines, voire d'un millier et plus, d'adolescents, de tout jeunes enfants tués de sang-froid.

Par-delà, les problèmes politiques ainsi posés, c'est d'abord à un drame humain que nous avons assisté. De nombreuses familles centrafricaines ont été douloureusement affectées de ne pas avoir pu récupérer les corps de leurs parents morts.

A l'occasion du premier anniversaire de ces massacres odieux, l'Union Nationale des Etudiants Centrafricains en France :

— s'incline avec respect devant la mémoire de tous les martyrs tombés au champ d'honneur lors de l'histoire mouvement populaire des 18, 19, 20 et 21 janvier 1979, mouvement qui a sonné le glas des treize années du régime dictatorial des fantômes et criminel Bokassa, valet de l'impérialisme français déchu en septembre dernier ;

— salue la détermination des manifestants de janvier



1979 à lutter pour la libération du peuple centrafricain du joug de l'impérialisme français en particulier ;

— lance un appel à tous les patriotes centrafricains à faire échec à toutes les manœuvres de tout impérialisme ou hégémonisme d'où qu'il vienne, et de tout faire pour préserver l'unité nationale, actuellement sérieusement menacée par la politique du gouvernement dit de « salut public » de Dacko

et des diverses cliques pro-impérialistes qui rivalisent avec ce dernier ;

— exige le retrait intégral des troupes françaises qui continuent à stationner et sévir dans notre pays.

Gloire aux martyrs du mouvement populaire de janvier 1979 !

Vive la lutte du peuple centrafricain !

UNECA - PARIS

Mouvement islamique au Sénégal ?

Ces derniers jours, les étudiants sénégalais ont affronté les forces de répression de Léopold Senghor. Vendredi, plusieurs milliers d'entre-eux, retranchés sur le campus de l'Université de Dakar, ont dû faire face aux policiers qui les attaquaient à partir d'hélicoptères, à

coups de grenades lacrymogènes. Parmi les sujets de mécontentement, l'ampleur du chômage qui bouche largement les perspectives pour la jeunesse, la pauvreté qui se traduit souvent par une malnutrition. Mais, les manifestations actuelles d'étudiants semblent prendre une dimension politique nouvelle avec le soutien qu'elles reçoivent d'un Parti islamique en formation. Le fondateur de ce Parti, Ahmed Niasse, qui avait du se réfugier, en septembre, à Paris, avait alors lancé un ultimatum de 90 jours à Senghor « pour qu'il se dé fasse de sa nationalité française » et de son ministre de l'Intérieur, Jean Collin, français et spécialiste de la répression des africains. Le 10 janvier dernier, c'est parce qu'ils écoutaient un appel de leur Parti à se soulever « contre un petit groupe d'étrangers qui exploitent et oppriment le peuple », que 22 militants ont été arrêtés par la police de Senghor, « grand ami de la France ».

Ce nouveau Parti islamique, qui revendique le déclenchement d'un certain nombre d'actions, dont des manifestations lycéennes, au cours des derniers mois, dénonce « la corruption ». Sur le plan international, le Parti affirme « son soutien aux peuples palestiniens et sahraouis » et « demande au monde musulman de se tenir prêt à intervenir aux côtés des moudjahidines afghans ».

Dans le Sénégal, qui compte 80 % de musulmans, la question est donc ouverte de l'éventualité du développement d'un important mouvement islamique.

Incursions vietnamiennes en Thaïlande

La direction de l'information du commandement suprême des forces armées de Thaïlande, Som Kataphan, vient d'annoncer que les gardes-frontières thaïlandais ont arrêté 4 soldats vietnamiens le 14 janvier, dans la province thaïlandaise de Chantaburi. Ces arrestations, a-t-il souligné, font suite à une des incursions qui se multiplient de l'armée vietnamienne en territoire thaïlandais, parfois à une profondeur d'au moins cinq kilomètres. Toujours selon Som Kataphan, Hanoï aurait déployé actuellement, le long de la frontière khméro-thaïlandaise, 6 divisions et un régiment en tant qu'unités avancées, appuyées par 3 ou 4 divisions de réservistes. Dans le même temps, Hanoï poursuit la construction d'aérodromes à Siem Reap, Sisophon et Battambang, pour continuer et intensifier les bombardements contre les zones qui échappent au contrôle du régime pro-vietnamien de Phnom Penh.

Le porte-parole de l'armée thaïlandaise a noté par ailleurs que l'armée du Kampuchea démocratique, scindée en petits groupes, harcelait actuellement les troupes vietnamiennes dans la région frontalière, en face du sud d'Aranyaprathet (province de Prachinburi).

Nouvelles opérations vietnamiennes à la frontière chinoise

Les provocations militaires à la frontière chinoise se poursuivent : 92 opérations ont été menées par l'armée vietnamienne, à la frontière chinoise, dans les dix premiers jours de cette année. 78 sur la frontière du Guangxi et 14 sur celle du Yunnan. Selon l'agence *Chine nouvelle*, plusieurs Chinois, civils et militaires, auraient été tués, notamment lors du pilonnage du village chinois de Shuitouzhai, dans le Guangxi, le 1er janvier, et du bombardement d'une ferme dans le district autonome Yao de Hekou, au Yunnan, le 5 janvier : Là au moins 3 élèves auraient été tués, d'autres élèves blessés, des maisons au nombre d'une quarantaine, détruites, et des dizaines d'hectares de plantations de caoutchouc et de thé endommagées.

Irlande : conférence britannique vouée à l'échec

(2) La position des organisations protestantes et des catholiques modérés s'est affaiblie

Une conférence constitutionnelle sur l'Irlande du Nord, toujours occupée militairement par l'armée britannique, se tient ces jours-ci à l'initiative du gouvernement de Londres. Comme les précédentes tentatives de réforme, elle a peu de chances d'aboutir car les républicains la rejettent, estimant qu'elle ne vise que la « restriction de la domination britannique en Irlande » (CF, notre édition d'hier), et le principal parti unioniste (protestant) a refusé d'y participer. Cette initiative apparaît d'autant plus vouée à l'échec que si la position des catholiques modérés et celle des organisations protestantes se sont affaiblies, l'IRA provisoire s'est pour sa part renforcée.

Le monolithe unioniste n'existe plus. Il faut d'ailleurs remarquer que l'agressivité des protestants réactionnaires s'est émue au fil des dernières années.

Et les partis unionistes sont divisés sur la tactique à employer pour sauvegarder les privilèges de la communauté protestante nord-irlandaise.

L'Official Unionist Party (OUP), le plus important parti unioniste, héritier de ceux qui ont dominé l'Ulster depuis cinquante ans, très coopératif avec Londres par le passé, ne veut pas s'asseoir à la table de la conférence. James Molyneux, député d'Antrim-nord, son leader, n'a pas eu satisfaction sur les

huit mesures de renforcement de la répression qu'il exigeait de Thatcher en novembre. Ce parti suivra donc la politique du « wait and see » (attendre et voir), en espérant que son concurrent le Democratic Unionist Party se compromettra dans la conférence.

Le Democratic Unionist Party a trois fois moins d'électeurs, mais son leader, le pasteur Ian Paisley, député d'Antrim-nord, qui a fait un très fort score lors des élections européennes en juin dernier, parle maintenant en leader de tous les protestants d'Irlande du Nord. Ce démagogue extrémiste de droite dont les discours ont naguère fait

couler beaucoup de sang, était d'abord réticent à la conférence car, comme Molyneux, il voulait d'abord un renforcement de la répression. Mais aujourd'hui Paisley, dont le slogan reste « No surrender » (pas de reddition), veut faire figure de modéré. Toutefois, s'il a accepté la conférence, c'est parce que Thatcher, en novembre, lui a donné la garantie que jamais, elle ne traiterait avec l'IRA et que d'autre part, elle était décidée à imposer sa solution.

CRISE DANS LES RANGS NATIONALISTES ?

L'initiative anglaise a plus ou moins jeté le trouble dans les rangs du SDLP, parti social-démocrate impulsé par la petite bourgeoisie catholique. Son leader et fondateur, Gérard Fitt, député de Ouest-Belfast, et qui avait été en 1974 vice-président du conseil d'Irlande, a été attaqué par une fraction de son propre parti pour avoir accepté la conférence avec trop d'empressément, beaucoup ayant re-

jeté « working paper » (document de travail) jugé trop discret sur la participation nationaliste dans la nouvelle administration des six comtés. Fitt, qu'on dit évoluer à l'heure actuelle vers des positions travaillistes, a démissionné du SDLP qu'il prétend infiltré aujourd'hui par des républicains, des nationalistes peu soucieux de « socialisme ».

C'est donc John Hume, député de Derry dès 1970, ancien membre des droits civiques, qui sera le représentant des catholiques à la conférence. Hume, qui est l'ami du primat d'Irlande O'Flaich et du sénateur Edward Kennedy, est devenue une notabilité catholique. Depuis son succès aux élections européennes en juin, il se veut le porte-parole de la communauté catholique. Le secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, Atkins, qui a finalement convaincu le SDLP de participer à la conférence, comptait bien sur la présence d'hommes comme Hume pour légitimer l'accord qui en sortirait éventuellement.

En fin de compte, l'initiative anglaise paraît vouée à l'échec car elle paraît très limitée d'une part au niveau des participants, d'autre part, au niveau des réformes envisagées. Atkins a rappelé que l'Irlande du Sud ne serait pas concernée, ce qui ne

saurait plaire à son nouveau chef de gouvernement.

Et comme beaucoup s'accordent à le penser, aucune réforme fondamentale n'est possible dans le cadre de l'Etat capitaliste actuel d'Irlande du Nord. L'Ulster est un Etat artificiel, ce que prouve l'existence d'une police composée essentiellement de protestants, enfin, il y a la persistance de l'idéologie fasciste orangiste qui crée chez les protestants un consensus entre les classes, sur des bases réactionnaires et de soumission de fait à l'impérialisme britannique.

Mais surtout, l'initiative britannique ne tient pas compte du fait que la résistance est beaucoup plus puissante qu'en 1974. La campagne politique du Sinn Féin et militaire de l'IRA provisoire relancée depuis la fin 1978, l'action de l'INLA (Armée de Libération nationale irlandaise) prouvent avec éclat qu'aucune solution ne pourra être trouvée sans tenir compte des républicains.

Ruairi O'Bradaigh, président du Sinn Féin, a dit récemment que cette conférence n'avait « aucun sens » puisqu'il y manquait l'« élément essentiel » : la déclaration selon laquelle l'armée britannique se retirerait.

Paddy Mc LAUGHLIN

Nous publions aujourd'hui des extraits (traduction QdP) de l'interview accordée par le porte-parole du Parti communiste de Thaïlande (PCT) à l'agence de presse de la voix du peuple thaïlandais, interview datée du mois de novembre 1979.

Il faut rappeler d'abord que les guérilleros thaïlandais ont déjà eu à subir les conséquences de la transformation du Vietnam en pays expansionniste.

En effet, en septembre 1978, soit 3 mois avant l'occupation massive du Cambodge, le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, en tournée en Thaïlande, affirme que le Vietnam ne soutiendra plus les guérilleros du PCT. Jouant à fond sur l'anticommunisme du gouvernement thaïlandais, Pham Van Dong espérait ainsi obtenir, en échange de cette promesse cynique, les bonnes grâces de la Thaïlande. Il espérait aussi entraver le développement des bonnes relations de la Thaïlande avec la Chine, laquelle refusait, quant à elle, de donner la même assurance, et réitérait son soutien aux guérilleros.

Plus grave encore, en avril 1979, un accord signé entre le gouvernement pro-vietnamien du Laos et le gouvernement thaïlandais stipule que les deux pays s'engagent à poursuivre les guérilleros réfugiés de part et d'autre de la frontière. C'est ainsi que les bases arrières du PCT au Laos ont été détruites, et que les guérilleros thaïlandais, réfugiés momentanément au Laos en cas d'attaque massive des unités antiguérilleros de l'armée thaï, sont maintenant livrés à leurs ennemis.

Claude LIRIA

« Si l'URSS et le Vietnam se risquent à envahir la Thaïlande, notre parti se joindra au peuple pour mener un combat ferme et résolu... »

Interview d'un porte-parole du Parti Communiste Thaïlandais

réalisée par l'Agence de presse « La voix du peuple thaïlandais »

► *Après avoir rappelé le soutien du peuple thaïlandais à la juste lutte de résistance du Vietnam contre l'agression américaine, le PCT aborde la question de l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne :*

Comme on le sait, au départ, ils voulaient lancer leurs forces pour prendre rapidement tout le Cambodge, et de là occuper quelques régions ou l'ensemble du territoire thaïlandais ; par conséquent ils se dépêchaient pour mettre en scène leur « Heng Samrin » thaïlandais, leurs fantômes. Mais comme la prise du Cambodge ne s'est pas déroulée comme prévu, leur plan d'occupation de la Thaïlande s'est trouvé retardé. Cela ne veut pas dire qu'ils ont abandonné leurs intentions.

Ils attendent simplement le moment opportun et des conditions meilleures. En ce moment, un grand nombre de troupes et d'armes vietnamiennes sont envoyées le long de la frontière thaï et constamment menacent la Thaïlande. Notre peuple ne peut pas rester sans réagir devant ça.

Il faut répéter ici que leur projet d'occupation de la Thaïlande ne se mène pas seulement en ayant recours aux seules forces militaires, mais par divers moyens d'intervention et de renversements successifs ; comme l'envoi incessant d'espions chargés d'acheter et de gagner à leur service des personnalités de divers milieux, y compris des reporters et des journalistes. D'abord, ils essayent de miner l'unité des patriotes, de tromper et de corrompre l'esprit des Thaïlandais. En outre, ils essayent d'amener les Thaïlandais à se soumettre sur le plan diplomatique et de la propagande. Il faut voir que les menaces soviéto-vietnamiennes sont sans restrictions. Notre peuple doit dévoiler à temps ces manigances et y résister résolument.

► *Quelle est la position du Parti Communiste de Thaïlande devant des dangers et des menaces aussi sérieuses contre la Thaïlande ?*

Notre parti a prêté attention à la situation, dès le tout début. Actuellement, la domination et l'influence de l'impérialisme américain demeure sur la Thaïlande, notre peuple ne l'a pas encore complètement extirpé. Entre temps, le social impérialisme soviétique et le Vietnam ont intensifié leurs menaces contre la Thaïlande. Dans de telles circonstances, notre peuple doit être vigilant face aux menaces portées contre nous, et doit se tenir activement prêt à prendre les mesures nécessaires. De même que notre peuple n'a jamais permis aux impérialistes américains d'être nos seigneurs et maîtres, nous ne permettrons jamais aux sociaux-impérialistes soviétiques et à leurs partisans d'être nos seigneurs et maîtres.

Depuis la période de formation de notre parti, nous nous sommes dressés fermement contre le Japon impérial et agressif. Après la 2^e guerre mondiale, nous avons toujours résolulement résisté aux impérialistes américains et à leurs partisans.

La politique actuelle de notre parti a souligné notre opposition aux 2 superpuissances. Depuis que l'URSS et le Vietnam font pression, menacent, s'ingèrent, font leur travail de sape pour envahir la Thaïlande, notre parti a constamment coopéré avec les patriotes pour dévoiler, dénoncer et combattre ces actes. S'ils se risquent à envahir la Thaïlande, notre parti se joindra au peuple pour mener un combat ferme et résolu. Nous sommes prêts et désireux de nous avoir avec tous les partis politiques et les patriotes de tous les milieux pour repousser les envahisseurs de Thaïlande et défendre jusqu'au bout notre territoire Thaï bien-aimé.

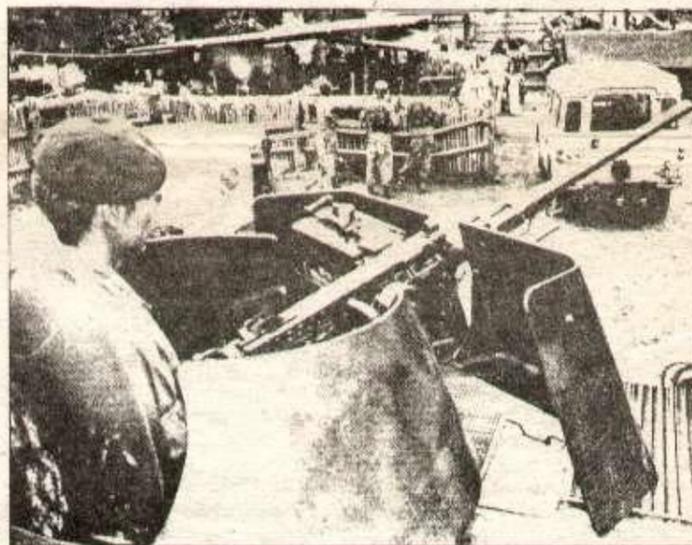
C'est une grande joie d'apprendre que les Thaïs de tous milieux ont déployé leur esprit de responsabilité envers la patrie et se sont engagés avec enthousiasme dans un mouvement patriotique. Notre parti soutient sans restriction le mouvement patriotique d'opposition à l'envahisseur, comme il soutient la lutte pour les droits civils et la liberté due au peuple, et celle pour l'amélioration du niveau de vie des gens.

► *Kriangsak (chef du gouvernement Thaïlandais - NDLR)*

proclame qu'il va résister aux agresseurs. Quelle est votre opinion là-dessus ?

Parmi les milieux dirigeants Thaïlandais, il y a certainement des personnes courageuses qui veulent réellement combattre les ennemis envahisseurs. Maintenant, d'un côté, Kriangsak proclame qu'il veut résister à l'envahisseur, mais de l'autre, il opprime encore le peuple et il demande aussi l'assistance des autorités lao-vietnamiennes pour miner les forces patriotiques Thaï.

Quand il dit qu'il va résister à l'invasion vietnamienne, il exprime simplement son espoir de pouvoir compter sur les forces militaires et policières comme sur les aides de l'étranger, mais il ne s'appuie pas sur les forces du peuple entier pour combattre l'ennemi. Bien au contraire, les milieux dirigeants n'ont pas seulement peur du mouvement populaire, ils ne cherchent pas seulement à étouffer le mouvement patriotique, mais encore ils restreignent les droits civils et les libertés sous différents rapports. Une telle politique ne pourra jamais mettre fin au pouvoir des agresseurs.



L'armée thaï cherchant des membres de l'armée de libération nationale.

Les patriotes véritables qui veulent résister à l'invasion, doivent compter sur le peuple et coopérer avec toutes les forces patriotiques, soutenir la lutte pour les droits civils et les libertés du peuple, combattre les politiques défavorables à l'unité nationale ; alors la lutte pourra gagner en

puissance et vaincre l'ennemi. Il faut avoir présent à l'esprit qu'à chaque fois que la nation est aux prises avec une crise, c'est toujours le peuple, et le peuple seulement qui se dresse sincèrement contre les envahisseurs pour conquérir l'indépendance nationale.

Les ambitions du Vietnam sur la Thaïlande : plusieurs fers au feu

Comment se manifestera la volonté du Vietnam de mettre la main sur la Thaïlande : invasion militaire directe à grande échelle, comme au Cambodge, coup d'État militaire mettant au pouvoir une fraction pro-soviétique de l'armée, création de scissions pro-vietnamiennes dans les partis qui, comme le Parti communiste et le Parti socialiste, mènent la guérilla ? Sans doute, le Vietnam n'a pas qu'un fer au feu, et il travaille dans toutes ces directions à la fois :

— Pour ce qui est des menaces militaires directes, on sait que, déjà plusieurs fois, l'armée vietnamienne a fait des incursions en Thaïlande depuis le territoire cambod-

gien qu'elle occupe.

L'accord passé entre Kriangsak et Pham Van Dong, début 1979, qui demandait que les troupes vietnamiennes laissent une bande de 20 km non occupée à la frontière khméro-thaï n'est plus respecté.

— L'hypothèse d'un coup d'État militaire reste vague dans la mesure où les officiers pro-soviétiques de l'armée thaï qui n'hésiteraient pas à se mettre au service de Moscou pour connaître une carrière plus prometteuse, sont encore peu nombreux.

Toutefois, il faut rappeler que l'ancien commandant suprême des forces armées avait plaidé pour un rappro-

chement américano-vietnamien.

— En ce qui concerne l'infiltration vietnamienne dans les partis, elle existe effectivement puisqu'on a vu une scission (ultra-minoritaire) dans le PCI ; mais elle est plus importante dans le Parti socialiste dont quatre dirigeants se sont enfuis au Vietnam.

L'objectif du Vietnam est de semer le trouble dans les rangs des guérilleros, et plus généralement dans le peuple, en exploitant la complexité de la situation et en se présentant comme le meilleur défenseur du peuple thaï, opprimé par la dictature militaire de Kriangsak.

G.L.